

Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
International Journal of Sociocultural community development and practices
Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales



L'animation culturelle au Québec : une praxéologie en attente d'envol

Martin Lussier and Janick Bastien-Charlebois

Number 4, 2013

Variations nationales dans les formations à l'animation et leurs impacts sur le statut des animateurs

National variations in cursus in sociocultural community development and their impacts on the status of sociocultural community developers

Variaciones nacionales en las formaciones a la animación y sus impactos sobre el estatuto de los animadores

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1100353ar>

DOI: <https://doi.org/10.55765/atps.i4.228>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal

ISSN

1923-8541 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lussier, M. & Bastien-Charlebois, J. (2013). L'animation culturelle au Québec : une praxéologie en attente d'envol. *Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles / International Journal of Sociocultural community development and practices / Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales*, (4), 23–36. <https://doi.org/10.55765/atps.i4.228>

Article abstract

In Québec, cultural animation's recognition is related to that of its training programs, including the undergraduate program in animation et recherche culturelle (animation and cultural research) at UQAM. Even though this program has lived some difficult periods in its history, it is currently experiencing great popularity in terms of student enrolment. Between 2006 and 2008, an MA in cultural animation is planned in the wake of the success of the BA, but its development is blocked following questions raised during focus groups conducted with students, graduates and employers. How to understand this non-completion? How it participates in the recognition of cultural animation in Québec? This article is based on an analysis of the comments made by participants in the meetings organized within the preparation of the MA project and of the issues they raise.

© Martin Lussier and Janick Bastien-Charlebois, 2013



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



L'animation culturelle au Québec : Une praxéologie en attente d'envol

Martin Lussier

Professeur, Université du Québec à Montréal, Canada
lussier.martin@uqam.ca

Janick Bastien-Charlebois

Professeure, Université du Québec à Montréal, Canada
bastien-charlebois.janick@uqam.ca

La reconnaissance de l'animation culturelle au Québec est intimement liée à celle de ses programmes de formation, notamment le baccalauréat en animation et recherche culturelles de l'UQAM qui en représente l'un des lieux de formation les plus importants. Traversant quelques périodes de fragilité au cours de son histoire, ce programme connaît actuellement une grande popularité en termes d'inscriptions étudiantes. Entre 2006 et 2008, une maîtrise en animation culturelle est projetée dans le sillon des succès du baccalauréat, mais le développement en est bloqué à la suite de réticences soulevées lors de rencontres de groupe menées auprès d'étudiants, de diplômés et d'employeurs. Comment comprendre ce non-aboutissement? En quoi ceci participe-t-il de la reconnaissance de l'animation au Québec? Cet article repose sur une analyse sommaire des propos tenus par les participants aux rencontres menées dans le cadre de la préparation du projet de maîtrise et des enjeux dont ils témoignent.

Mots-clés : formation; université; reconnaissance; animation culturelle; emploi; étudiantEs; Québec.

In Québec, cultural animation's recognition is related to that of its training programs, including the undergraduate program in animation et recherche culturelle (animation and cultural research) at UQAM. Even though this program has lived some difficult periods in its history, it is currently experiencing great popularity in terms of student enrolment. Between 2006 and 2008, an MA in cultural animation is planned in the wake of the success of the BA, but its development is blocked following questions raised during focus groups conducted with students, graduates and employers. How to understand this non-completion? How it participates in the recognition of cultural animation in Québec? This article is based on an analysis of the comments made by participants in the meetings organized within the preparation of the MA project and of the issues they raise.

Keywords: education; university; recognition; cultural animation; employment; students; Québec.

En Québec, el reconocimiento de la animación cultural está relacionada con la de sus programas de formación, incluido el programa de licenciatura en animación et recherche et culturelle (animación y la investigación cultural) en UQAM. A pesar de que este programa ha vivido algunos momentos difíciles de su historia, en la actualidad está experimentando una gran popularidad en términos de matriculación de los estudiantes. Entre 2006 y 2008, una maestría en animación cultural está previsto en la estela del éxito de la BA, pero su desarrollo está prácticamente bloqueado siguientes preguntas planteadas en los focus groups realizados con los estudiantes, egresados y empleadores. ¿Cómo entender esta non-conclusión? ¿Cómo se participa en el reconocimiento de la animación cultural en Québec? Este artículo se basa en un análisis de las observaciones formuladas por los participantes en las reuniones organizadas en la preparación del proyecto de maestría y de los problemas que plantean.

Palabras clave :educacion; universidad; reconocimiento; animación cultural; mercado laboral; estudiantes; Québec.

Problématique

C'est dans un climat d'effervescence sociale qu'apparaît le programme d'animation culturelle au Québec, à la fin d'une première décennie de modernisation où une jeunesse investit l'éducation supérieure en nombre inégalé et où la majorité francophone poursuit sa démarche d'émancipation politique en explorant, réinventant et affirmant ses couleurs identitaires. Aux chantiers économiques lancés par le gouvernement Jean Lesage se joint la vision du ministre de la culture Georges-Émile Lapalme qui aspire à élever les compétences et la créativité culturelles de la population, à constituer les assises d'institutions soutenant l'expression culturelle québécoise, à rendre les œuvres et le patrimoine disponibles à tous et toutes par le biais de la mise sur pied d'un réseau d'infrastructures telles que bibliothèques, maisons de la culture et musées, puis à faire rayonner le Québec au-delà de ses frontières (Bellavance et Gauthier, 2004). S'ajoutent ensuite à cette conjoncture le jeu de trois filiations de pratiques participant au développement culturel :

1. Une éclosion artistique désireuse de bâtir des liens avec le public et voguant sur le nationalisme et l'engagement militant, portée par les valeurs des Automatistes exprimées dans le manifeste du Refus global (Lamoureux, 2009).
2. Une présence grandissante du loisir dans nos vies avec l'amélioration progressive des conditions de travail et l'augmentation du temps disponible, accroissant ainsi les possibilités de liaison sociale et d'acquisition de connaissances culturelles (Levasseur, 1983).
3. Une tradition d'organisation communautaire connaît ses premiers débuts avec les comités de citoyens fondés dans les quartiers pauvres des grands centres urbains et les villages menacés de fermeture, appuyant ainsi l'ouverture d'espaces de démocratie culturelle.

Les besoins de spécialistes de la culture s'affirment alors, motivant la création du programme d'animation à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dès l'ouverture de cette dernière, soit lors de l'automne 1970. Unique en Amérique du Nord, son orientation et ses pratiques sont imprégnées du contexte exposé ci-haut, mariant filiation artistique, loisir et communautaire et puisant principalement ses cours dans les disciplines de communication et de sociologie (Lamoureux, 2004a, 2004b). Ses débuts sont néanmoins marqués par le tâtonnement ainsi que par la vulnérabilité. Un premier vacillement a lieu en 1975 et une série de trois tutelles sont imposées par l'administration entre 1979 et 1981 en raison d'accusations de contrôle idéologique. Le rassemblement des professeurs et chargés de cours enseignant en animation culturelle est dissous et certains professeurs perdent leur poste¹. Si le risque d'étouffement du programme s'est fait grandement sentir, nous pouvons attribuer aux efforts de professeurs et d'étudiants une bonne part de responsabilité dans sa survie et sa renaissance future.

Dans l'optique de redéfinir ses bases et d'approfondir ses racines, les directeurs successifs du programme organisent des événements où la réflexion d'acteurs terrains de l'animation est sollicitée et nouent des alliances avec certains partenaires universitaires, gouvernementaux ou communautaires². Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le programme est en grande expansion. Il compte près de six cents étudiants et étudiantes inscrits au certificat ainsi qu'au

1. Ce rassemblement prend la forme d'une assemblée réunissant toutes les personnes enseignant en ARC, qu'il s'agisse de professeurs ou de chargés de cours, et qu'ils proviennent du département de sociologie ou de celui de communication.

2. À titre d'exemples : Paul Bélanger organise en 1984 le colloque université-communauté «Animation et culture en mouvement : fin ou début d'une époque?»; Marcel Rafie met en place le diplôme conjoint d'animation culturelle avec l'Université de Bordeaux, Jocelyne Lamoureux scelle une entente avec les services municipaux montréalais de loisir pour que leurs employés obtiennent un diplôme d'ARC, puis Jean-Marie Lafortune organise une des grandes rencontres internationales de l'animation en 2009.

baccalauréat. Plusieurs acteurs du programme, parmi lesquels on compte des chargé-e-s de cours, des professeur-e-s et des étudiant-e-s, sont d'avis qu'il importe d'autant plus d'assurer un développement endogène de pratiques et réflexions critiques qui répondraient à la nature praxéologique de l'animation culturelle. Les transformations des préoccupations éthiques et politiques ainsi que les nouveaux enjeux sociaux pour les personnes se trouvant sur le terrain invitent au renouvellement des formes d'actions dans le champ de la culture ainsi que des stratégies d'animation (Lafortune, 2008). Malgré le dynamisme du programme, les auteurs sont d'avis «qu'il reste beaucoup à faire pour systématiser les aspects théoriques, analytiques et méthodologiques de la formation afin de mieux préparer les nouvelles cohortes d'animateurs à des contextes et des modalités d'intervention de plus en plus complexes» (Lafortune, 2008 : 2). Cette conjoncture sociale ainsi que les besoins de formation qu'elle suscite poussent à envisager l'ouverture d'un programme de deuxième cycle propre à l'animation et la recherche culturelle où séminaires, équipes de recherches et rédactions de mémoire donneraient lieu à ce renouvellement.

Entre 2006 et avril 2008, un projet de création d'un programme de maîtrise en animation et recherche culturelles est mis en branle, réunissant professeurs, chargés de cours, étudiants et acteurs du milieu. Le processus est ponctué d'une kyrielle d'étapes : on évalue les besoins, on repère les programmes qui lui sont les plus similaires, on identifie les professeurs et chargés de cours pouvant s'y impliquer, on circonscrit les ressources pouvant y être injectées, puis on projette sa composition potentielle. L'un des moments importants de cette démarche est les rencontres de groupe avec les étudiants et les acteurs du milieu. Presque achevé, et bien que les ressources humaines et matériel pour compléter le rapport et le soumettre à la faculté n'aient pas manqué, ce projet n'aboutira cependant pas, achoppant lors de cette étape cruciale.

Comment comprendre ce non-aboutissement? Quelles affirmations ont été émises à son propos par les personnes ayant été consultées dans les rencontres de groupe? En quoi ceci participe-t-il de la reconnaissance de l'animation au Québec? Les recherches portant sur l'échec de certaines innovations – surtout techniques – ont montré que les difficultés de les mener à bien sont souvent tributaires d'affirmations concernant le projet, ses bénéficiaires et son rôle au sein d'un ensemble. Loin de représenter des impasses, ces blocages et problèmes sont fertiles à l'analyse et potentiellement riches en nuances. Afin d'éviter les écueils d'une interprétation simplifiée, nous entendons saisir à la fois les mérites et les manques attribués à la formation en animation et recherche culturelles. Nous ne présumons pas que le portrait que nous dressons de la reconnaissance de l'animation au Québec soit exhaustif, mais nous dégageons quelques importantes prémisses sur lesquelles s'appuient les affirmations les plus saillantes. Proposant qu'elles participent de discours plus larges qui circulent localement au sujet de l'animation, nous les présentons comme jalons de réflexions futures.

L'étendue des écrits ou des recherches sur le degré de reconnaissance de l'animation culturelle au Québec est très limitée. Ce que nous en savons repose principalement sur des écrits internes et des savoirs expérientiels. Pour cette raison, nous devons débiter la réflexion en nous appuyant sur les matériaux que sont le Projet de maîtrise en animation et recherche culturelles (2008), le rapport d'évaluation du baccalauréat en ARC (en cours, 2012), un entretien avec le directeur de programme qui a piloté le projet, puis de documents concernant le secteur de la culture au Québec. Certes, ce matériau nous permet davantage de circonscire le degré de reconnaissance attribué spécifiquement à la formation en ARC. Nous estimons cependant que celui-ci est symptomatique de la place qu'occupe l'animation culturelle en général, puisque le programme en représente l'un

des principaux moules. Ensuite, bien que le programme de maîtrise demeure à l'état de projet, en étudier la réception est pertinent puisqu'elle s'appuie sur le capital recueilli par le baccalauréat.

Retours des étudiants et finissants du programme d'ARC ainsi que des participants aux tables rondes des milieux socioéconomiques

La préparation du projet de maîtrise, entamée à l'automne 2006, a profité de la participation de six professeurs des départements de communication et sociologie, de chargés de cours, ainsi que d'étudiants de l'UQAM. Outre les réflexions conjointes d'enseignants sur les spécificités de l'animation au Québec selon les domaines de la recherche et des politiques culturelles, des consultations ont été menées auprès d'acteurs clés. Découpées en deux phases, elles ont consisté d'abord en deux groupes de discussion auprès de finissants du programme de baccalauréat en ARC et d'anciens diplômés. Ensuite, deux tables rondes ont réuni des employeurs potentiels de diplômés d'un programme de maîtrise en ARC.

Les questions adressées aux finissants et anciens diplômés couvrent la perception du programme de baccalauréat en animation et recherche culturelle, l'intérêt à poursuivre des études de deuxième cycle, les thématiques devant être abordées dans un éventuel programme de maîtrise en ARC, l'adéquation du plan de maîtrise soumis, puis les débouchés envisagés³. De tous les éléments couverts lors de ces groupes focus, nous nous concentrons sur ceux qui nous permettent de mieux cerner le degré de reconnaissance accordé à l'animation culturelle au Québec. Nous soumettons d'abord les perspectives entretenues sur la formation qui est déjà disponible, qu'elles soient directement exprimées ou sous-tendues par certaines affirmations prononcées à l'égard de la maîtrise projetée, notamment lorsqu'il est question de combler certains « manques » perçus dans le programme actuel de baccalauréat. La section sur la maîtrise, plus exhaustive, met en relief ce que les étudiants et employeurs envisagent comme potentiels plausibles, de même que la valeur qu'ils accordent à l'animation culturelle.

La formation de baccalauréat en animation et recherche culturelles

Les principales – mais brèves – observations et jugements portés sur le programme de baccalauréat en animation et recherche culturelles sont de nature diverse, allant de critiques à l'approbation.

Les premières observations tiennent à la faible (re)connaissance sociale du programme ainsi que du caractère de l'animation. Selon les participants aux groupes de discussions, les termes « animation culturelle », « animateurs et animatrices culturel-le-s » ainsi que les pratiques qu'ils désignent sont inconnus de la grande majorité des acteurs extérieurs au programme ou à la fonction, qu'il s'agisse de connaissances, d'employeurs sur le marché du travail ou de collègues étudiants se trouvant dans d'autres programmes de l'UQAM. Spontanément, on associe « l'animation » à une pratique ludique et légère – ou encore même à l'animation 3D – plutôt qu'au caractère réflexif et praxéologique lui étant attribué par ses praticiens et penseurs. Plusieurs étudiant-e-s estiment que ceci mine d'emblée sa crédibilité et manifestent quelque épuisement à devoir fournir des explications sur sa véritable portée. Ils ne pensent pas d'ailleurs que celles-ci transforment les perceptions associées à « l'animation » et vont jusqu'à proposer l'emploi d'une nouvelle appellation pour leur métier. Tout en partageant ce constat de non (re)connaissance,

3. Les questions posées lors des deux groupes focus regroupant des étudiants et finissants ne sont pas identiques, mais se recoupent largement. Nous en avons dégagé les dénominateurs communs dans l'énumération que nous offrons.

quelques autres, par contre, sont d'avis que des explications sont incontournables pour en détailler les nuances et spécificités.

À cette difficulté de connaissance sémantique s'additionne la reconnaissance sur le marché du travail. Plusieurs participants rapportent l'expérience de finissants désillusionnés éprouvant de la difficulté à obtenir un emploi correspondant à leur formation. Cet enjeu de reconnaissance n'est cependant pas considéré comme la seule résultante de carences en formation. En effet, des étudiants évoquent également le fait que le milieu de la culture dispose de budgets limités, réduisant d'autant les opportunités d'emplois. Ce sous-financement du milieu culturel est également considéré comme un enjeu d'importance par les représentants des milieux socioéconomiques invités à commenter le programme de premier cycle. Ceux-ci y voient d'ailleurs un frein au renouvellement des effectifs de travailleurs, prétextant que les exigences de la pratique de l'animation au Québec et du travail culturel plus généralement sont telles – le cumul des tâches et responsabilités ou l'instabilité d'emploi, par exemple – que le recrutement pourrait s'avérer difficile.

Il demeure toutefois que certains participants déplorent un manque de rigueur, de réflexivité, d'articulation théorie-pratique et de cohérence au sein du programme, qu'ils attribuent notamment au fait que des cours sont souvent dispensés par des personnes extérieures à l'animation culturelle. Ils souhaiteraient l'existence de structures de recherche offrant une meilleure stabilité et une plus grande profondeur à la formation en animation et recherche culturelles. Les répondants des milieux socioéconomiques proposent de leur côté que la formation offerte doit être complétée par des stages, par un contact direct avec le milieu de pratique, permettant aux étudiants d'acquérir certaines compétences, notamment en ce qui a trait aux pratiques d'animation, de planification et de gestion. Ainsi, quelques participants affirment que les stagiaires qu'ils accueillent ne peuvent s'acquitter des tâches professionnelles qui leur sont soumises et requièrent une supervision régulière pour y parvenir. Ceci ne signifie toutefois pas que leur potentiel soit limité et ces participants reconnaissent le fait qu'ils doivent assumer une part de la formation. Néanmoins, un(e) participant(e) nomme le fait que le programme a mauvaise réputation dans certains milieux et qu'il n'y serait pas considéré comme suffisamment « sérieux »⁴.

Sans préciser si les éléments ci-haut nommés y contribuent, les participants notent finalement qu'il est ardu pour plusieurs de développer un sens d'appartenance. Ils identifient plus spontanément comme cause le fait que le baccalauréat en ARC représente un deuxième ou troisième choix pour plusieurs étudiants qui auraient préféré obtenir une place au sein du programme de communication, qui est contingenté. Les représentants des milieux socioéconomiques estiment quant à eux que la formation en ARC a un problème d'identité qui perdure malgré les années et les refontes qui ont été appliquées au programme. Les façons d'y remédier, cependant, ne font pas l'unanimité : certains pensent qu'il vaudrait mieux proposer des spécialisations propres aux milieux des arts et du communautaire, par exemple.

Sur une note positive, ils considèrent que la formation généraliste offerte en animation et recherche culturelles permet la polyvalence et l'établissement de liens entre une diversité de domaines. C'est à partir de cette polyvalence que certains parviennent tout de même à tailler leur place sur le marché du travail. Qui plus est, ils reconnaissent à l'animation un caractère propre « On travaille avec l'identité des individus, des groupes, des projets et des organisations. C'est la base de notre travail, la culture et l'identité » (Lafortune, 2008 : 81) et une vocation sociale : « notre travail consiste à apporter aux termes identité et culture l'idée de dignité et d'authenticité » (*ibid.*).

4. Cette personne affirme néanmoins que son milieu accepte des stagiaires et que cette observation date de plusieurs années.

Le projet de maîtrise en animation et recherche culturelles

C'est dans le projet de maîtrise que se dessine un attachement plus étroit à l'animation culturelle. Celui-ci se perçoit tout d'abord dans la préférence manifestée à l'endroit d'un prolongement de la formation en ARC qu'à un investissement au sein d'une maîtrise en sociologie ou en communication. Les étudiants et diplômés participants aux groupes focus désirent y retrouver ses « approches, son langage et sa vision » (Lafortune, 2008), voyant dans le programme de deuxième cycle une continuité avec le programme de baccalauréat. Certaines aspirations sont liées à des apprentissages « personnels », d'autres à leur inscription au sein du marché du travail et de la société⁵.

En ce qui concerne les apprentissages, les étudiants aspirent : 1) à améliorer leurs connaissances factuelles sur l'univers des pratiques en animation culturelle ainsi que sur le contexte social au sein duquel ils vivent ou sont appelés à travailler. Ces connaissances peuvent recouvrir l'histoire, les industries culturelles, le pluriculturalisme, les nouveaux enjeux de la culture ou les structures internationales et leurs rôles dans les traités sur la culture ; 2) à élargir les explorations théoriques, impliquant la possibilité de repenser les mécanismes de l'action culturelle ; 3) à étoffer et enrichir leurs stratégies d'action culturelle, à parfaire leur capacité de gérer des projets et à s'ouvrir sur les pratiques existant ailleurs dans le monde ; 4) à développer une plus grande aisance à combiner théorie et pratique, en conformité avec l'orientation praxéologique de l'animation. Les axes thématiques qu'ils souhaitent poursuivre, quant à eux, sont la démocratie culturelle, le développement de la confiance et de l'estime de soi par les arts, les réflexions sur l'émancipation, ainsi que l'approfondissement de la démocratie. Ces thématiques sont à elles seules le témoin de leur grande adhésion aux valeurs mises de l'avant par les pratiques d'animation au Québec.

Si plusieurs de ces étudiants déplorent les difficultés d'obtention d'emplois sur le marché du travail, ceci ne se traduit pas par un désaveu de l'animation. Les participants envisagent la maîtrise comme une possibilité d'en rehausser le rayonnement professionnel. Tout d'abord, elle ouvre la possibilité d'accroître la capacité d'ajustement de la formation aux transformations sociales⁶. Ensuite, le fait de devenir spécialiste dans un domaine ayant développé son caractère unique et son identité professionnelle augmenterait selon eux les chances d'obtenir un emploi et de jouir de crédibilité. À cet effet, on estime que l'établissement de structures de recherche offrant la possibilité de débattre, de confronter des idées, puis de développer des réflexions pourrait également y participer. Du coup, les étudiants et diplômés proposent que le projet de maîtrise permettrait de nourrir, dynamiser et stabiliser la formation de baccalauréat en ARC.

Une tension se dégage entre le désir d'ébaucher une formation qui soit jugée suffisamment professionnelle par le marché du travail puis celle d'infléchir les pratiques qui y ont lieu, et ce sur la base de valeurs et de paradigmes qui lui sont extérieurs. La pertinence sociale de l'animation prend ici quelque peu le dessus sur la logique productiviste et néolibérale qui a cours dans une large portion du marché du travail. Les étudiants estiment qu'ils sont appelés à voir les « manques » parmi notre société, puisque : « l'animateur culturel, au niveau de la maîtrise, va repenser les structures, les cadres de référence, les façons de voir l'organisation en société. Il va faire évoluer les valeurs et les moyens d'action » (Lafortune, 2008 : 82). Ils veulent utiliser leur formation de maîtrise pour parfaire leur compréhension de défis sociaux avec lesquels ils ont eu un bref contact

5. « Personnel » est placé entre parenthèses puisqu'il est impossible de distinguer ici la part de curiosité personnelle du désir d'améliorer ses possibilités d'embauche sur le marché du travail.

6. On offre la disparition des pastorales d'établissements scolaires comme exemple, puis la possibilité pour les animateurs culturels d'investir le socio-éducatif.

lors de leur formation, puis l'appliquer à leurs pratiques futures qu'ils veulent transformatrice. À titre d'exemple, ils sont préoccupés par : les besoins accrus de métissage culturel et d'inclusion sociale découlant d'une immigration environnementale grandissante, le transfert des arts de masse vers les arts de communauté, le développement durable, la planification des territoires, l'exclusion et la lutte des classes, les arts engagés comme vecteurs d'identités sociales, la volonté d'appropriation de l'espace public par les arts et la culture, la démocratisation et l'appropriation quotidienne des arts dans le but de contrer l'élitisme, le rôle que joue internet dans le comportement des jeunes, la création de pensée libre et l'organisation de médias alternatifs, la dynamisation des groupes sociaux sur internet, de même que les modes de rapprochements réels et virtuels dans les processus décisionnels. Ils aspirent, en bref, à encourager la responsabilisation, l'engagement et la créativité par médias, à porter des projets culturels et devenir des creusets de créativité. C'est sans doute par cet engouement qu'on reconnaît davantage une reconnaissance de ce que la formation en animation culturelle peut apporter à des étudiants.

Du point de vue des milieux socioéconomiques cependant, il semble y avoir quelque hésitation à l'égard d'un projet de maîtrise. Selon l'un des porteurs du projet de maîtrise du moment⁷, les milieux ont d'emblée souligné les conditions de travail difficiles dans le milieu. Mais surtout, certains estiment ne pas pouvoir rémunérer suffisamment les personnes qui détiendraient une maîtrise en animation et recherche culturelles. Ceci est d'autant plus important que pour certains, la pratique de l'animation socioculturelle ne justifie pas la création d'un programme de deuxième cycle. En effet, conséquents avec l'importance du « terrain » comme lieu d'acquisition de certaines compétences spécifiques, ils considèrent que le travail d'animation ne peut s'apprendre à l'intérieur du cadre universitaire traditionnel.

Tel que nous en a fait part le directeur de programme de l'époque, c'est suite à ce désintérêt de la part des milieux socioéconomiques pour un programme de deuxième cycle en animation et recherche culturelle ainsi qu'aux difficultés annoncées d'en employer les futurs diplômés que le projet de maîtrise est abandonné.

Comprendre les réserves et les tensions

Partant des constats que nous venons de dresser, il appert que deux mondes semblent se rencontrer au sein de ces programmes de formation. D'une part, l'importance du marché de l'emploi dans les propos est non-négligeable et n'est pas ressentie que dans les rencontres destinées explicitement aux employeurs potentiels. En effet, le passage de l'université au milieu du travail est une préoccupation partagée par de nombreux participants. Le fait qu'une part importante des étudiants de la Faculté de communication, au sein de laquelle sont situés les programmes de formation soumis à l'analyse, affirme que la principale motivation à s'inscrire dans leur programme de baccalauréat respectif soit lié à la nécessité de trouver un emploi, de réorienter leur carrière ou de réintégrer le marché du travail n'y est certainement pas étranger (Service de planification académique et de recherche institutionnelle, 2011). D'autre part, une tradition de l'animation aux tendances plus « critiques » (Lafortune, 2009), héritière des orientations du champ académique qui lui est dévolu en informe les orientations et les contenus pédagogiques spécifiques. Deux mondes qui, malgré leur divergence, cohabitent dans des rapports parfois complémentaires, souvent contradictoires, mais toujours en re-négociation.

7. Jean-Marie Lafortune, lors d'un entretien téléphonique avec l'un des auteurs, le 12 décembre 2012.

Nominalisme et expérience

Les commentaires portant sur la formation en animation et recherche culturelle, que celle-ci soit de premier ou de deuxième cycle, permettent de souligner l'importance de l'appellation pour la formation et le métier. C'est en effet par son truchement que les pratiques multiples de l'animation peuvent cohabiter et se reconnaître comme partie d'un même ensemble. La fonction d'une appellation « animation » est ainsi de permettre leur coexistence, sur une même « table d'opération », pour utiliser le vocabulaire de Michel Foucault (1966). Celui-ci soulignait notamment que la possibilité de penser l'hétérogénéité du monde, la cohabitation des choses et leur juxtaposition n'est tributaire que du langage et de la représentation. Foucault propose notamment qu'il s'agit là de l'unique espace, la « table d'opération », où l'hétérogénéité du monde puisse se voisiner, où « [...] le parapluie rencontre la machine à coudre [...] ». Mais il s'agit aussi du lieu où les distinctions sont affirmées, les différences soulignées par une sorte de « [...] tableau qui permet à la pensée d'opérer sur les êtres une mise en ordre, un partage en classes, un groupement nominal par quoi sont désignées leurs similitudes et leurs différences – là où, depuis le fond des temps, le langage s'entrecroise avec l'espace. » (Foucault, 1966 : 9) Le langage et la dénomination sont ce qui permet de créer cet espace commun où les différentes pratiques d'animation peuvent cohabiter et se distinguer des autres pratiques similaires.

Cela peut causer un problème particulier pour la formation en animation dans le contexte québécois. En effet, les participants aux rencontres effectuées dans le cadre de la révision du programme de baccalauréat soulignent le manque de « sérieux » associé au vocable « animation ». Le mot utilisé est d'importance car il permet de qualifier les pratiques, de les inscrire sur la « table d'opération » dans des relations de voisinage avec d'autres ensemble de pratiques. Ce sont justement ces relations de voisinage qui deviennent l'enjeu pour les participants. Les rapprochements dans l'espace du langage avec d'autres appellations peu « sérieuses » participent à qualifier les pratiques pour ces animateurs. C'est également plus largement que la place de l'animation et de la formation en la matière est tributaire de ces voisinages. Le fait que certains participants témoignent de la nécessité d'expliquer ce que font les animateurs permet également de voir en quoi l'appellation est d'une importance considérable pour ceux-ci. En effet, cette obligation de préciser souligne l'hétérogénéité et l'ambiguïté des pratiques d'animation pour qui est extérieur au milieu. Ainsi, l'explication accompagnant l'appellation permet d'en affirmer l'indétermination tout en fermant les frontières. L'appellation ouvre et ferme le débat sur l'animation et sa signification, tout en l'inscrivant dans un ensemble de relations de voisinage.

Si les commentaires concernant le programme de premier cycle permettent de percevoir à la fois une ouverture du spectre de pratiques de l'animation au Québec et une limite liée aux voisinages « manquant de sérieux » ainsi qu'aux connotations les accompagnant, la fin de non recevoir qu'a reçu le projet de maîtrise est quant à elle indicative de la façon par laquelle ce libellé situe le programme de deuxième cycle dans un rapport entre théorie et pratique. Arguant que la pratique de l'animation ne justifie pas d'études supérieures, les participants à la rencontre des milieux socioéconomiques situent les pratiques d'animation hors de l'université et en affirment l'essence. En effet, les commentaires mettent en valeur la pratique comme façon privilégiée

d'éduquer ou de former les futurs animateurs⁸, dépréciant du coup le projet de maîtrise – cette pratique étant plutôt de l'ordre du baccalauréat. Ainsi, il s'agit également d'une façon de donner une identité aux autres programmes liés à la maîtrise projetée. Par exemple, certains voient dans la création d'un programme de deuxième cycle l'occasion d'affirmer de dimension « pratique » des études de baccalauréat (premier cycle universitaire). En ce sens, les commentaires des participants décrits plus haut soulignent que certaines connaissances ne peuvent être produites que par l'expérience individuelle des étudiants en animation. Par exemple, les étudiants ne pourraient acquérir certaines compétences qu'en stage, par un contact direct avec le milieu de pratique. L'expérience de travail est perçue comme le lieu principal de la formation des animateurs, le baccalauréat étant la forme au sein de l'université s'en rapprochant le plus.

Cette emphase sur l'apprentissage dans l'action dans les commentaires en dit tout autant sur l'essence même de ce que serait l'animation ainsi que du milieu de pratiques québécois que sur le rôle de la formation. En effet, les commentaires concernant le projet de maîtrise permet de cerner le fait que l'université est comprise par les différents acteurs comme un lieu « hors pratique », lieu de la réflexion et de la recherche. Pour les étudiants et diplômés aux cycles supérieurs, le contexte universitaire représente une occasion de « comprendre » ou d'analyser la pratique, qui est du coup conçue en objet d'étude. Elle est également le lieu de pause, d'arrêt, permettant la réflexion. Cette façon de concevoir l'animation « sur le terrain » comme pratique et son étude comme temps d'arrêt et réflexion donne un indice de plus sur la place que les deux occupent. Dans les commentaires, la différence de rythme semble importante : les deux n'expérimentent pas la même vitesse. Du coup, la pratique de l'animation telle qu'illustrée dans les propos des participants aux rencontres préparatoires pour le projet de programme de maîtrise est celle de l'instant, du « coup à coup ». Ceci vaut pour l'animation en tant qu'ensemble de pratiques pouvant coexister dans le langage, et en tant qu'objet stable tel qu'utilisé dans les deux titres des programmes. À la lumière des commentaires concernant le manque de « sérieux » associé à la dénomination de l'animation, nous sommes en droit de nous questionner sur le rapport entre le langage utilisé et la place qu'occupe la formation universitaire pour les participants aux rencontres.

Entre logique consommatoire et devenir

L'emphase mise sur l'expérience et la nécessité d'assurer que la formation réponde bien aux réalités vécues sur le terrain par les animateurs témoigne d'une volonté exprimée par une partie des répondants d'en faire un programme « professionnalisant », axé principalement sur l'outillage des étudiantes et étudiants afin de répondre aux demandes du marché du travail. Or, les contours flous de l'animation au Québec et le manque de reconnaissance formelle de la profession (Lafortune, 2007)⁹ tendent à mettre cette nécessité en perspective. En un sens, les commentaires des participants rendent visibles deux logiques guidant l'articulation entre la pratique et la formation en animation : d'une part, une logique « consommatoire » visant à faire des programmes de formation des partenaires – voire des pourvoyeurs – dans la cristallisation du champ de pratique

8. Ceci s'inscrit dans la conception courante de l'expérience comme le socle sur lequel est produit la connaissance. Suivant cela, l'expérience comme ensemble de « choses certaines » et concrètes (Bérubé, 2005) serait première et permettrait d'obtenir des informations privilégiées, desquels le sujet connaissant serait le témoin direct. Or, depuis la fin des années 1980, « l'évidence de l'expérience » (Scott, 1991) a été questionnée, suivant la proposition selon laquelle celle-ci serait un effet de discours. Ainsi, « l'expérience » de groupes oubliés par l'historiographie traditionnelle leur donnerait une nouvelle forme de reconnaissance et de visibilité (Haraway, 1991).

9. Sur les enjeux légaux propres à l'instauration d'une profession au Québec, notamment pour le cas du loisir, voir Thibault (2011).

tel qu'il est; et d'autre part, une logique tendant à inscrire les pratiques de l'animation dans un « devenir » (Deleuze & Guattari, 1980).

La première de ces logiques met de l'avant la façon dont la formation en animation doit répondre au mieux aux besoins et réalités vécues dans les milieux de pratique. Elle permet notamment d'étendre le modèle consommatoire de l'animation tel que défini par Jean-Claude Gillet (1995) à la relation qu'entretiennent les écoles de formation et les milieux professionnels. Dans les commentaires des participants, ceci implique notamment que la formation doit assurer aux employeurs potentiels un bassin conséquent de nouveaux travailleurs. Suivant les opinions exprimées dans le cadre des rencontres préparatoires à l'évaluation du programme de baccalauréat et au projet de maîtrise en animation et recherche culturelle, la place de l'animation au Québec est tributaire des capacités d'accueil des milieux socioéconomiques. Ceci s'exprime notamment dans les commentaires portant sur les raisons justifiant une absence de relève ainsi que les réticences importantes des représentants des milieux socioéconomiques face au projet de maîtrise. Ces commentaires s'appuient notamment sur la précarité vécue dans les milieux d'intervention culturelle et des arts plus généralement (McRobbie, 2003) ou encore de loisir (Fortier & Leclerc, 2009), qui fait en sorte que la capacité limitée d'offrir des conditions de travail compétitives se répercute dans les formations y menant. Il s'agit alors de diminuer la formation offerte pour assurer la viabilité du secteur. Ce constat soulève un certain nombre d'enjeux, dont le risque d'enfermer l'animation au Québec dans un processus où la reproduction des conditions de pratique dans la formation se répercute également dans la reproduction de l'espace symbolique (Bourdieu, 1987) que toutes deux occupent. En effet, la logique consommatoire dans lequel s'inscrivent les doutes quant à la capacité du milieu d'accueillir des détenteurs de diplôme de deuxième cycle universitaire soumet l'animation aux lois du marché, de l'offre et de la demande – considération qui demeure importante pour les étudiants et diplômés, notamment – et porte en elle le germe de la reproduction sociale des écarts vécus par les milieux en termes de revenus, de diplomation et, du coup, de capital symbolique, notamment.

Tel que nous l'avons souligné précédemment, certains commentaires soulignent que la formation doit également fournir aux travailleurs les outils afin qu'ils soient les plus efficaces possibles dans leurs emplois futurs. Liée en partie aux ressources limitées disponibles dans les milieux de pratique, ceci participe également à inscrire l'animation au sein des débats plus larges sur la célébration du travail culturel, de la créativité, de la mobilité et de la flexibilité des travailleurs (McRobbie, 2003; Stahl, 2012). Ainsi, le fait que les participants aux rencontres soulignent la grande polyvalence des diplômés du baccalauréat en animation et recherche culturelle comme l'une des principales qualités de la formation offerte va de paire avec la valorisation du travail « multi-tâche » et les tendances à la « dé-spécialisation » au sein des industries culturelles (McRobbie, 2002; 2003). En effet, au Québec comme ailleurs – hormis en contexte institutionnel où la réalité du travail est quelque peu différente (Lafortune & Legault, 2012) – les emplois s'inscrivant dans le voisinage de la culture et d'autres professions considérées « moins sérieuses » nécessitent une grande capacité à effectuer aussi un très large éventail de tâches. Celles-ci peuvent être reliées tout autant aux « autres emplois » que doivent parfois occuper les animateurs qu'aux tâches autres que celles liées spécifiquement à « l'animation » qu'ils auront également à remplir, en passant par les différents secteurs de la culture qu'ils devront être en mesure de couvrir. Les étudiants et diplômés font également écho à ce besoin de flexibilité en qualifiant leur pratique de « caméléon » et le fait qu'ils « s'adaptent facilement » comme un atout sur le marché de l'emploi. Les commentaires entourant le programme de premier cycle et le projet de maîtrise permettent

ainsi à la fois de mettre en relief la façon dont le niveau de formation – premier ou deuxième cycle universitaire – participe à reproduire les conditions de travail du milieu de l'animation au Québec, mais également la manière par laquelle tous deux s'inscrivent dans un mouvement de déspecialisation et de célébration de la précarité ressenti dans de nombreux marchés.

Si la logique consommatoire souligne la façon dont le marché du travail dicte la cadence du rapport pratique-formation, la seconde logique positionne plutôt l'université comme le lieu d'une possible redéfinition de l'animation. L'intérêt ici n'est plus tant ce qu'est l'animation mais bien ce qu'elle est en train de devenir ou ce qu'elle pourrait être. Certains des commentaires, surtout de la part d'étudiants du programme de baccalauréat et de diplômés inscrits aux cycles supérieurs dans d'autres programmes, soulignent le fait qu'un programme de maîtrise permettrait d'organiser une réflexion et éventuellement d'ouvrir le champ des possibles pour l'animation en tant que telle. Ceci implique notamment que la formation ne sert plus à cristalliser l'actualité du milieu de travail mais bien à intervenir sur celle-ci, entre autres, afin d'induire des changements. Certains des commentaires soulignent d'ailleurs cette possibilité : « On doit absolument créer quelque chose qui n'existe pas! Créer un nouveau domaine. » (Lafortune, 2008 : 57) Il s'agit alors d'une forme de méta-animation, qui fait écho à une des principales forces de l'animation culturelle pour l'un des participants aux tables-rondes : celle d'être un « catalyseur de remises en questions » (Lafortune, 2008 : 64). Ainsi, la formation en animation porte en elle le germe de la transformation du champ de pratique et de la remise en question la « table d'opération » permettant à la fois de les faire coexister dans leur hétérogénéité et d'en limiter la prolifération par une mise en ordre qui est tout autant « prescription » et discipline qu'organisation significative.

L'abandon du projet de maîtrise implique que la conjoncture socioculturelle québécoise est telle que cette conception du rôle qu'un programme de formation de deuxième cycle a le potentiel de remplir, n'a pas été en mesure de s'imposer. Le manque de « sérieux » associé à l'animation fait en sorte que la légitimité d'une maîtrise reste à établir. L'organisation des pratiques qui y sont liées n'est cependant pas la seule possible, si bien que celles-ci peuvent coexister en d'autres voisinages, d'autres endroits de la « table d'opération » mais d'une manière différente, dans un agencement renouvelé. Ainsi, la possibilité évoquée plus tôt de changer l'appellation est également celle d'organiser différemment l'hétérogénéité des pratiques d'animation. Il permet un nouvel ordre, ce que Foucault qualifie de « système des éléments » permettant de mesurer les ressemblances et les différences des pratiques, induit par la grille du langage. En d'autres mots, un mode d'identification différent pour les animateurs qui implique de nouvelles altérités. En cela, les diverses propositions qui sont faites au cours des rencontres sont exemplaires : médiation culturelle, praxéologie de l'action culturelle, développement et recherche culturelle, etc. Comme le souligne un participant : « en enlevant le mot animation, les étudiants auront à redéfinir leur rôle social. » (Lafortune, 2008 : 59) Si la logique consommatoire implique de cristalliser l'animation en l'état actuel au Québec, la possibilité demeure qu'un tel programme devienne un moteur de transformation du milieu.

Conclusion

Derrière la tension entre le nominalisme et l'expérience comme celle entre la logique consumériste et le devenir se profile en filigrane un rapport de forces entre le marché et l'université ou, plutôt, la société civile. La sélection des critères par lesquels on délimite le sérieux ou le valide en matière de formation et de travail est une pratique peu examinée mais lourde de sens dans la détermination

des gestes sociaux qui comptent et qui ne comptent pas. En d'autres termes, elle traduit la valeur respective accordée aux différents modes d'échanges de biens et de services, entre ce qui est digne d'être rémunéré et ce qui l'est moins ou pas. Dans la conjoncture actuelle, le sérieux peut certes être attribué au degré de rigueur intellectuelle et de professionnalisme, mais il l'est davantage à ce qui est « productif ». À témoin les activités professionnelles qui sont considérées d'office comme sérieuses et valides. Ensuite faut-il se demander comment les rapports de pouvoir participent à déterminer qui ou quoi peut faire la sélection des critères du sérieux, qui exerce plus d'influence dans l'attribution des « similitudes, identités, analogies » et différences se trouvant sur la « table d'opération » (Foucault, 1966).

Sous un modèle économique où le cumul de capital est soumis à une exigence de gain individuel à court terme, le temps de travail doit être harnaché pour rendre cette finalité possible. S'il est vrai que ce modèle n'est pas total et que certaines sphères lui résistent, elles sont fortement infléchies par lui. Ainsi les milieux culturels et communautaires doivent-ils composer avec les ressources limitées qu'ils obtiennent, tout particulièrement dans un contexte de coupures budgétaires à l'égard des milieux culturels considérés plus exploratoires – faisant ainsi de certaines industries culturelles des exceptions. Les animateurs qui se retrouvent dans ces industries de masse doivent opérer sous les orientations et intérêts des propriétaires, limitant les temps réflexifs et critiques. À l'inverse, ceux qui désirent évoluer dans les milieux alternatifs et y amener une praxéologie de l'animation sont restreints par les faibles possibilités de rémunération. Dans un cas comme dans l'autre, les moments où les pratiques de l'animation seraient examinées, évaluées, réfléchies et révisées sont rares – ici par manque de volonté, là par manque de moyens. La vocation démocratique de l'animation dont la formation en ARC de l'UQAM se fait porteuse (qu'il s'agisse de la préparation aux initiatives de démocratisation de la culture ou de démocratie culturelle) ne promettant pas ou peu des produits qui « comptent », du moins dans ce schème d'interprétation, son sérieux et sa valeur sont d'office questionnés. C'est dans cette optique que nous pourrions préciser que la tension en est davantage une entre marché et société civile, puisque certains secteurs universitaires sont considérés légitimes dans la détermination des activités et composantes qui comptent et assurent le sérieux de la formation.

L'impensé de la démarche de création d'une maîtrise en animation et recherche culturelle, c'est le cadre dans lequel a été situé la réflexion, tout particulièrement dans l'attribution différentielle de crédit et de capacité de définir ce qui a ou n'a pas de valeur dans une telle formation. En aval, cet impensé affecte l'entièreté de l'institution. La création de programmes, leur orientation et leur contenu doivent-ils dorénavant obéir à une logique d'employabilité ainsi qu'aux besoins consuméristes du marché?

Il y a certes un besoin contradictoire, exprimé par plusieurs étudiants, de concilier sécurité d'emploi et rémunération satisfaisante avec l'accomplissement de tâches qui répondent à des intérêts collectifs, en congruence avec les orientations démocratiques de la formation en animation. Une réflexion s'impose sur le rôle de l'université et ce qu'elle peut et ne peut pas offrir aux personnes qui y évoluent, sur la prérogative qu'elle devrait ou ne devrait pas exercer dans la constitution des formations, puis sur l'engagement qu'elle devrait ou non exercer dans la modulation des règles qui président à l'échange de biens et de services.

Si la reproduction des conditions de pratique dans la formation se répercute également dans la reproduction de l'espace symbolique, on risque l'atrophie de la pratique de l'animation ou sa subordination à des intérêts lucratifs et individuels. Au regard de la tradition démocratique de

l'animation, prendre le temps de réfléchir aux répercussions sociales de pratiques et de stratégies ainsi que d'analyser les savoirs expérientiels accumulés est le garant de sa richesse. La conjonction-succession de l'action et de la réflexion est après tout un caractère essentiel de l'animation, définie par Gillet (1995) comme praxéologie. Encourager le développement de recherches universitaires de second et troisième cycle en animation est probablement ce qui est nécessaire pour lui affirmer une valeur, plutôt que d'attendre la reconnaissance d'un milieu qui déciderait de façon autonome ses attributs idéaux. Cette issue intermédiaire et pragmatique est probablement la plus susceptible d'ouvrir la voie à la création d'un programme de maîtrise qui donnerait ses ailes à la praxéologie de l'animation.

Références

- Bellavance, Guy, & Gauthier, Guy. (2004). *A-t-on réussi à démocratiser la culture*. In *L'état du Québec* (pp. 520-531). Montréal: Fides.
- Bérubé, Michael. (2005). *Experience*. In T. Bennett, L. Grossberg & M. Morris (dir.), *New Keywords: A Revised Vocabulary of Culture and Society* (pp. 121-123). Oxford: Blackwell.
- Bourdieu, Pierre. (1987). *Pouvoir social et espace symbolique. Choses dites* (pp. 147-166). Paris: Les éditions de minuit.
- Deleuze, Gilles & Guattari, Félix. (1980). *Mille plateaux*. Paris: Les éditions de Minuit.
- Fortier, Julie & Leclerc, David. (2009). Outils, connaissances et stratégies : les besoins des bénévoles et des professionnels. *Bulletin de l'Observatoire québécois du loisir*, 6(11), 1-3.
- Foucault, Michel. (1966). *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*. Paris: Gallimard.
- Gillet, Jean-Claude. (1995). *Animation et animateurs le sens de l'action*. Paris: L'Harmattan.
- Haraway, Donna J. (1991). *Simians, Cyborgs, and Women: the Reinvention of Nature*. New York & Londres: Routledge.
- Lafortune, Jean-Marie. (2007). Tentation et piège de la médiation culturelle en animation et recherche culturelles (ARC). *Cahiers de l'action culturelle*, 6(2), 23-26.
- Lafortune, Jean-Marie. (2008). *Projet de création d'un programme de maîtrise en animation et recherche culturelles*. Montréal : Faculté de communication, UQAM.
- Lafortune, Jean-Marie. (2009). Théories et stratégies communicationnelles de l'animation culturelle conçue comme dispositif de changement social. In C. Agbobli (dir.), *Quelle communication pour quel changement? Les dessous du changement social révélés* (pp. 29-40). Québec : PUQ.
- Lafortune, Jean-Marie & Legault, Caroline. (2012). Acteurs et dispositifs de la médiation culturelle. In J.-M. Lafortune (dir.), *La médiation culturelle. Le sens des mots et l'essence des pratiques* (pp. 39-59). Québec : PUQ.
- Lamoureux, Ève. (2009). *Art et politique: Nouvelles formes d'engagement artistique au Québec*. Montréal: Les Éditions Écosociété.
- Lamoureux, Jocelyne. (2004a). Deux creusets de l'animation culturelle au Québec: l'engagement des artistes et la prise de parole communautaire. In J.-C. Gillet (dir.), *L'animation professionnelle et volontaire dans 20 pays* (pp. 215-224). Paris: L'Harmattan.
- Lamoureux, Jocelyne. (2004b). L'action (ou animation) culturelle dans la Cité : État des lieux au Québec. *Cahiers de l'action culturelle*, 3(1), 46-49.
- Levasseur, Roger. (1983). L'émergence d'une culture professionnelle. In *Loisir et culture au Québec* (pp. 71-110). Montréal: Boréal.
- McRobbie, Angela. (2002). *Fashion culture: creative work, female individualization*. *Feminist Review*, 71, 52-62.
- McRobbie, Angela. (2003). « From Holloway to Hollywood »: *Happiness at Work in the New Cultural Economy*. In P. du Gay & M. Pryke (dir.), *Cultural Economy* (pp. 96-114). New York & Londres: Sage.
- Scott, Joan W. (1991). *The Evidence of Experience*. *Critical Inquiry*, 17, 771-797.
- Service de planification académique et de recherche institutionnelle. (2011). *Enquête auprès des diplômés de baccalauréat de l'UQAM de l'année 2009-2010. Synthèse des résultats pour les diplômés de la Faculté de communication*. Montréal : UQAM.
- Stahl, M. (2012). *Unfree Masters: Recording Artists and the Politics of Work*. Durham : Duke University Press.
- Thibault, André. (2011). Accroître le professionnalisme en loisir. *Bulletin de l'Observatoire québécois du loisir*, 8(13), 1-5.